

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/719

19 novembre 2004

(04-5045)

COMITÉ DE L'AGRICULTURE (RÉUNIONS ORDINAIRES) EXAMEN DES ACTIVITÉS DE L'OMC PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL (2004)

Rapport du Président

Le rapport ci-après sur les réunions ordinaires que le Comité de l'agriculture a tenues en 2004 est présenté sous la responsabilité du Président, M. Roald Lapperre, ainsi que le Comité en est convenu à sa réunion du 18 novembre 2004.

1. Le Comité de l'agriculture a tenu quatre réunions ordinaires: les 25 mars, 17 juin, 23 septembre et 18 novembre 2004.
2. Conformément à l'article 18:1 de l'Accord sur l'agriculture (l'"Accord"), le Comité a examiné, à chacune de ces réunions, l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements négociés dans le cadre du programme de réforme issu du Cycle d'Uruguay ou à la suite de l'accession à l'OMC. Ce processus d'examen a été entrepris sur la base des notifications présentées par les Membres au sujet de l'accès aux marchés, du soutien interne et des subventions à l'exportation et au titre des dispositions de l'Accord relatives aux prohibitions et restrictions à l'exportation. Au total, 145 notifications portant sur ces quatre domaines ont été examinées par le Comité. À chacune de ses réunions, le Comité a aussi examiné la situation globale en ce qui concerne le respect des obligations de notification au titre de l'article 18:2 et des autres dispositions pertinentes de l'Accord. La situation actuelle pour ce qui est du respect des prescriptions en matière de notification est résumée à l'annexe du présent rapport.
3. Le Comité a traité un large éventail de questions générales et spécifiques se rapportant à la mise en œuvre des engagements qui avaient été soulevées, indépendamment des notifications, au titre des dispositions de l'article 18:6 de l'Accord.
4. Le Comité a examiné un certain nombre de questions liées à la mise en œuvre et concernant l'agriculture, à savoir:
 - i) Article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture concernant l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance, compte tenu des dispositions du paragraphe 4 de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires).
 - ii) Examen des moyens possibles d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires:

À chacune de ses réunions, le Comité a examiné plus avant une proposition en instance du Groupe africain de l'OMC concernant cette décision qui lui avait été renvoyée par le Président du Conseil général dans le contexte de l'examen de toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié par le Comité du commerce et du développement en Session extraordinaire (voir le paragraphe 52 du document TN/CTD/W/3/Rev.2). Conformément à la Décision du Conseil général du 1^{er} août 2004¹, le Comité a poursuivi l'examen de cette question sur la base de la recommandation qu'il avait faite au Conseil général en juillet 2003:

"... que, se fondant sur les travaux déjà entrepris, y compris la table ronde de l'OMC du 19 mai 2003, le Comité continue à examiner, à titre prioritaire et sur la base des propositions présentées par les Membres, des options et des solutions dans le cadre de la Décision de Marrakech sur les PDINPA pour traiter les difficultés à court terme des PMA et des PDINPA Membres de l'OMC à financer les importations commerciales de produits alimentaires de base." (voir le paragraphe 19 c) du document G/AG/16).²

- iii) Addenda à leurs notifications sous la forme du tableau MA:1 présentés par les Membres au Comité de l'agriculture, conformément à la Décision du Conseil général au sujet de l'administration transparente, équitable et non discriminatoire des régimes de contingents tarifaires (voir le paragraphe 1.1 du document WT/L/384): Le Comité a pris note de la situation actuelle en ce qui concerne les addenda présentés sous la forme du tableau MA:1, étant entendu que les Membres peuvent soulever toutes questions relatives à ces addenda ou à l'administration de contingents tarifaires particuliers durant le processus d'examen régulier suivi par le Comité.

5. À la réunion de mars, le Comité a décidé d'accepter la demande du Gabon qui souhaitait être inclus dans la liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (voir le document G/AG/5/Rev.7). Cette liste comprend actuellement les pays les moins avancés reconnus comme tels par l'Organisation des Nations Unies, et les 24 pays en développement Membres de l'OMC ci-après: Barbade, Botswana, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, Gabon, Honduras, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Maroc, Maurice, Namibie, Pakistan, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Venezuela.

6. À la réunion de septembre, le Comité a procédé à son examen transitoire annuel au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine (voir les documents G/AG/19 et G/AG/R/40).

7. L'exercice de surveillance annuel du suivi de la Décision sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires dans son ensemble a été effectué à la réunion du Comité de novembre sur la base, entre autres choses, des notifications sous la forme du tableau NF:1 des Membres donateurs ainsi que des contributions des organisations ayant le statut d'observateur.

¹ Conformément à la Décision du Conseil général du 1^{er} août 2004 concernant le Programme de travail de Doha, il est donné pour instruction à ce Comité, ainsi qu'à d'autres comités auxquels des propositions spécifiques ont été renvoyées, "d'achever rapidement l'examen de ces propositions et de faire rapport au Conseil général, en formulant des recommandations claires en vue d'une décision, dès que possible et au plus tard en juillet 2005" (voir la page 2 du document WT/L/579).

² Les recommandations figurant dans le rapport du Comité G/AG/16 ont été approuvées par le Conseil général à sa réunion des 24 et 25 juillet 2003 (voir le paragraphe 169 du document WT/GC/M/81).

8. Les organisations internationales intergouvernementales ci-après ont le statut d'observateur régulier au Comité: Banque mondiale, CNUCED, Conseil international des céréales, FAO, FMI, OCDE et Programme alimentaire mondial. Aucun consensus ne s'est dégagé au sujet des demandes de statut d'observateur présentées par 12 autres organisations internationales/intergouvernementales (voir le document G/AG/W/29/Rev.6).

9. Un résumé détaillé des réunions du Comité en 2004 figure dans les rapports résumés du Secrétariat (documents G/AG/R/38 à G/AG/R/40).³

³ Le rapport de la réunion de novembre sera publié sous la cote G/AG/R/41.

ANNEXE

SECTION A: NOTIFICATIONS DISTRIBUÉES POUR LES ANNÉES DE MISE EN ŒUVRE 1999-2003

	MA:1 Notifi- cation initiale	MA:2 Importations soumises à contingents tarifaires					MA:5 Sauvegarde spéciale					DS:1 Soutien interne					ES:1 Subventions à l'exportation					ES:2 Exportations totales				
		1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003
Afrique du Sud	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	
Albanie (8 septembre 2000)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.					n.a.					n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Angola	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)						n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Antigua-et-Barbuda	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Argentine	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Arménie (5 février 2003)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Australie	X*	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X		X ^a	X ^a	X ^a	X ^a		X	X	X	X	
Bahreïn	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Bangladesh	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)	X					n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Barbade	X*	X	X				X	X	X	X		X	X	X			X	X	X			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Belize	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Bénin	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		(n.a.)		(n.a.)							n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Bolivie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X				X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Botswana	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.																n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Brésil	X	X	X	X			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.						X	X	X			X	X	X		
Brunéi Darussalam	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Bulgarie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X	X			X	X	X		
Burkina Faso	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		(n.a.)		(n.a.)		X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Burundi	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	P	(n.a.)		(n.a.)	P	P				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Cambodge (13 octobre 2004)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Cameroun	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Canada	X*						X	X	X	X		X					X					X				
Chili		n.a.	n.a.	n.a.			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	
Chine (11 décembre 2001)	X*	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.			n.a.	n.a.	n.a.	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Chypre	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X											
Colombie	X	X	X				X	X				X					X ^a	X ^a								
Communautés européennes	X*	X	X	X	X		X	X	X			X	X	X			X	X	X			X	X	X		

	MA:1	MA:2					MA:5					DS:1					ES:1					ES:2				
	Notifi- cation initiale	Importations soumises à contingents tarifaires					Sauvegarde spéciale					Soutien interne					Subventions à l'exportation					Exportations totales				
		1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003
Congo	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Corée	X*	X	X				X	X				X	X				X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Costa Rica	X*	X					X					X					X					X				
Côte d'Ivoire	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Croatie (30 novembre 2000)		n.a.	n.a.				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.				n.a.	n.a.				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Cuba	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Djibouti	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)						n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Dominique	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Égypte	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
El Salvador	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Émirats arabes unis	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X			X	X	X			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Équateur	X*	X	X				X	X				X	X				X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Estonie (13 novembre 1999)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X		X	X	X	X		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
États-Unis	X*	X	X	X	X	P	X	X	X	X		X	X	X			X	X	X	X		X	X	X	X	
Ex-République yougoslave de Macédoine (4 avril 2003)	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Fidji	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Gabon	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X				X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Gambie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		(n.a.)		(n.a.)							n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Géorgie (14 juin 2000)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	n.a.	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ghana	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.						X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Grenade	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Guatemala	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Guinée, République de	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)						n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Guinée-Bissau	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)						n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Guyana	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	P		X	X	X	X		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Haiti	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	(n.a.)		(n.a.)		X					n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Honduras	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Hong Kong, Chine	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Hongrie	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

	MA:1 Notifi- cation initiale	MA:2 Importations soumises à contingents tarifaires					MA:5 Sauvegarde spéciale					DS:1 Soutien interne					ES:1 Subventions à l'exportation					ES:2 Exportations totales				
		1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003
Îles Salomon	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)									n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Inde		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.						X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Indonésie	X*	X	X				X	X				X	X				X	X				X	X			
Islande	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X				X	X	X	X		X	X	X	X	
Israël	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Jamaïque	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X										n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Japon	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Jordanie (11 avril 2000)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X		n.a.	X	X	X		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Kenya	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Koweït	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Lesotho	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Lettonie (10 février 1999)	X*	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X			X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Lituanie (31 mai 2001)	X	n.a.	n.a.				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.				n.a.	n.a.				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Macao, Chine	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Madagascar	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)			X					n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Malaisie	X*																									
Malawi	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	X	(n.a.)	(n.a.)		X	X	X			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Maldives	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Mali	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	P	(n.a.)	(n.a.)		P	P				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Malte	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X				X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Maroc	X	X	X	X			X	X	X			X	X	X			X	X	X			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Maurice	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Mauritanie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Mexique	X	X					X															P				
Moldova (26 juillet 2001)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	P			n.a.	n.a.	X			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Mongolie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X					X	P				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Mozambique	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Myanmar	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	(n.a.)	(n.a.)		X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Namibie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X					X					X	X	X			n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Népal (23 avril 2004)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Nicaragua	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

	MA:1 Notifi- cation initiale	MA:2 Importations soumises à contingents tarifaires					MA:5 Sauvegarde spéciale					DS:1 Soutien interne					ES:1 Subventions à l'exportation					ES:2 Exportations totales				
		1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003
Niger	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Nigéria	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Norvège	X*	X	X	X			X	X	X			X	X	X			X	X	X			X	X	X		
Nouvelle-Zélande	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Oman (9 novembre 2000)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	P	n.a.				X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ouganda	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)			X					n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Pakistan	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X					X									
Panama	X*	X	X	X	X		X	X	X	X	X															
Papouasie- Nouvelle-Guinée	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Paraguay	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Pérou	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.						X	X	X	X		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Philippines	X*	X	X	X			X	X	X			X	X	X			X	X	X							
Pologne	X*	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X ^a	X ^a			X	X	X		
Qatar	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
République centrafricaine	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
République démocratique du Congo	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
République dominicaine	X		X	X	X		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X					n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
République kirghize	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
République slovaque	X*	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
République tchèque	X*	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X		X		X	X		X	
Roumanie	X*	X					X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	
Rwanda	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)									n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Sainte-Lucie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.						X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Saint-Kitts-et-Nevis	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Saint-Vincent-et-les Grenadines	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Sénégal	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Sierra Leone	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)	(n.a.)	(n.a.)								n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Singapour	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Slovénie	X*	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Sri Lanka	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.											n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

	MA:1 Notifi- cation initiale	MA:2 Importations soumises à contingents tarifaires					MA:5 Sauvegarde spéciale					DS:1 Soutien interne					ES:1 Subventions à l'exportation					ES:2 Exportations totales				
		1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003
Suisse-Liechtenstein	X*	X	X	X			X	X	X								X	X				X	X			
Suriname	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.						X	X				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Swaziland	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.																n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Taipei chinois (1 ^{er} janvier 2002)	X*	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	n.a.	n.a.	n.a.			n.a.	n.a.	n.a.	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Tanzanie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)						n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Tchad	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	P	(n.a.)		(n.a.)		P	P				n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Thaïlande	X*	X	X	X	X		X	X	X	X		X					X	X	X	X		X	X	X	X	
Togo	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)						n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Trinité-et-Tobago	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Tunisie	X*	X	X	X	P		X	X	X	X		X	X	X	P		X	X	X	P		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Turquie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	P	P	X ^a	X ^a				X	X			
Uruguay	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Venezuela	X*	X	X	X																						
Zambie	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	(n.a.)		(n.a.)		(n.a.)	X	X	X	X		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Zimbabwe	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	X					X					X	X			

Notes explicatives concernant la Section A

- a) La présente annexe dresse le bilan de l'exécution des obligations de notification au Comité de l'agriculture indiquées dans le document G/AG/2, au 18 novembre 2004. Un espace blanc indique que le Membre concerné est assujéti à la prescription pour l'année de mise en œuvre, mais qu'aucune notification n'avait été reçue à la date limite. Les notifications doivent être établies sur la base des périodes de mise en œuvre annuelles pertinentes qui sont indiquées dans les Listes (par exemple année civile, campagne agricole, exercice financier, selon qu'il convient; voir aussi le document G/AG/W/2/Rev.4). Les échéances pour toutes les notifications concernant les années de mise en œuvre 1995-2002 sont maintenant écoulées, ce qui permet de recenser précisément les notifications en suspens. Une colonne concernant l'année de mise en œuvre 2003 est insérée uniquement pour information; il ne faut pas nécessairement en déduire que les délais de présentation des notifications arrivent à expiration.
- b) Le symbole "X" indique qu'une notification a été distribuée. Aucun jugement n'est porté ni n'en découle quant à l'exhaustivité ou à la qualité de la notification par rapport aux prescriptions.
- c) Le symbole "P" indique qu'une notification a été reçue. Une demande ou une suggestion concernant des renseignements additionnels a été formulée par le Secrétariat en vue de compléter la notification, mais aucune suite n'y a encore été donnée.
- d) Le symbole "X*" indique que la notification complète sous la forme du tableau MA:1 a été révisée ou complétée.
- e) Le symbole "X^{an}" indique qu'aucun renseignement n'a été fourni au sujet de l'aide alimentaire (colonne 5 du tableau ES:1).
- f) Le symbole "n.a." indique que la prescription ne s'appliquait pas pendant la période visée soit parce qu'il n'y avait pas d'engagement pertinent (par exemple contingents tarifaires) soit parce que le pays concerné n'était pas encore Membre de l'OMC et n'était donc pas soumis à des prescriptions en matière de notification pour ladite période. Le symbole "(n.a.)" indique que les notifications concernant le soutien interne doivent être présentées tous les deux ans par les PMA Membres.
- g) Les cases ombrées indiquent que le Membre concerné a pris des engagements de réduction en matière de soutien interne et/ou de subventions à l'exportation, lesquels figurent à la Section I et/ou la Section II de la Partie IV de sa Liste.

Notifications distribuées sous la forme des tableaux ES:3 et NF:1 pour les années de mise en œuvre 1999-2003

Tableau ES:3

1999	2000	2001	2002	2003
Afrique du Sud	Afrique du Sud	Afrique du Sud	Afrique du Sud	République slovaque
Argentine	Brésil	Brésil	Cuba	
Brésil	Communautés européennes	Communautés européennes	Islande	
Canada	Corée	Cuba	République slovaque	
Communautés européennes	Cuba	Islande	Roumanie	
Corée	Islande	Japon	Tunisie ^p	
Costa Rica	Japon	Norvège		
Cuba	Norvège	République slovaque		
Islande	République slovaque	Roumanie		
Japon	Roumanie	Tunisie		
Norvège	Suisse-Liechtenstein			
République slovaque	Tunisie			
République tchèque				
Suisse-Liechtenstein				
Tunisie				

Tableau NF:1

1999	2000	2001	2002	2003
Afrique du Sud	Afrique du Sud	Afrique du Sud	Afrique du Sud	Australie
Argentine	Argentine	Argentine ¹	Australie	Communautés
Australie	Australie	Australie	Communautés	européennes
Brésil	Brésil	Brésil	européennes	Nouvelle-Zélande
Canada	Canada	Canada	Cuba	
Communautés européennes	Communautés européennes	Communautés européennes	Nouvelle-Zélande	
Cuba	Cuba	Cuba	Suisse-Liechtenstein	
États-Unis	États-Unis	États-Unis		
Japon	Japon	Japon		
Norvège	Norvège	Norvège		
Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande		
Suisse-Liechtenstein	Suisse-Liechtenstein	Suisse-Liechtenstein		

¹ L'Argentine a informé le Secrétariat de l'OMC, le 30 juillet 2003, qu'elle n'était plus donateur d'aide alimentaire au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire.

Le symbole "p" indique qu'une notification a été reçue. Une demande ou une suggestion concernant des renseignements additionnels a été formulée par le Secrétariat en vue de compléter la notification, mais aucune suite n'y a encore été donnée.

SECTION B: NOTIFICATIONS EN SUSPENS POUR LES ANNÉES DE MISE EN ŒUVRE 1995-1998

Année de mise en œuvre 1995

Tableau MA:2 - Importations soumises à contingents tarifaires et autres

Nicaragua

Tableau MA:5 - Recours à la clause de sauvegarde spéciale

Swaziland

Tableau DS:1 - Soutien interne (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction de la MGS totale)

Antigua-et-Barbuda	Côte d'Ivoire	Maurice	Swaziland
Belize	Dominique	Sainte-Lucie	Suriname
Brunéi Darussalam	Ghana	Saint-Vincent-et-les	
Cameroun	Koweït^p	Grenadines	

Tableau ES:1 - Subventions à l'exportation (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction)

Antigua-et-Barbuda	Cameroun	Mali^p	Saint-Vincent-et-les
Bahreïn	Djibouti	Maurice	Grenadines
Belize	Guinée, Rép. de	Mauritanie	Sénégal
Brunéi Darussalam	Guinée-Bissau	Mozambique	Sierra Leone
Côte d'Ivoire	Inde	République	Swaziland
Burkina Faso	Koweït	centrafricaine	Tanzanie
Burundi	Lesotho	Sainte-Lucie	Togo

Tableau ES:2 - Exportations totales

Mexique^p

Année de mise en œuvre 1996

Tableau MA:5 - Recours à la clause de sauvegarde spéciale

Swaziland

Tableau DS:1 - Soutien interne (Membres ayant des engagements de réduction de la MGS totale)
Papouasie-Nouvelle-Guinée

Soutien interne (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction de la MGS totale)

Antigua-et-Barbuda	Dominique	Maurice	Saint-Vincent-et-les
Bangladesh ^p	Guatemala	Mauritanie	Grenadines
Belize	Ghana	Mozambique	Sénégal
Botswana	Grenade	Qatar	Sierra Leone
Brunéi Darussalam	Guinée, Rép. de	République	Suriname
Burundi ^p	Guinée-Bissau	centrafricaine	Swaziland
Cameroun	Koweït	Sainte-Lucie	Tanzanie
Côte d'Ivoire	Lesotho	Saint-Kitts-et-Nevis	Togo
Djibouti	Mali ^p		

Tableau ES:1 - Subventions à l'exportation (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction)

Antigua-et-Barbuda	Gambie	Maurice	Saint-Vincent-et-les
Belize	Grenade	Mauritanie	Grenadines
Bénin	Guinée, Rép. de	Mozambique	Sénégal
Brunéi Darussalam	Guinée-Bissau	Papouasie-	Sierra Leone
Burkina Faso	Lesotho	Nouvelle-Guinée	Swaziland
Burundi ^p	Îles Salomon	République	Tanzanie
Cameroun	Koweït	centrafricaine	Tchad ^p
Côte d'Ivoire	Mali ^p	Rwanda	Togo
Djibouti	Maroc	Saint-Kitts-et-Nevis	

Tableau ES:2 - Exportations totales

Mexique^p

Année de mise en œuvre 1997

Tableau MA:2 - Importations soumises à contingents tarifaires et autres

Malaisie^p

Tableau MA:5 - Recours à la clause de sauvegarde spéciale

Botswana et Swaziland

Tableau DS:1 - Soutien interne (Membres *ayant* des engagements de réduction de la MGS totale)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Soutien interne (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction de la MGS totale)

Antigua-et-Barbuda	Côte d'Ivoire	Maurice	Saint-Vincent- et-les
Belize	Dominique	Panama	Grenadines
Botswana	Ghana	Qatar	Suriname
Brunéi Darussalam	Grenade	Rwanda	Swaziland
Burkina Faso^p	Îles Salomon	Sainte-Lucie	Tchad^p
Cameroun	Kenya	Saint-Kitts-et-Nevis	
Congo	Koweït		

Tableau ES:1 - Subventions à l'exportation (Membres *ayant* des engagements de réduction)

Panama^p

Subventions à l'exportation (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction)

Angola	Côte d'Ivoire	Mauritanie	Saint-Vincent-et-les
Antigua-et-Barbuda	Djibouti	Mozambique	Grenadines
Bahreïn	Grenade	Niger	Sénégal
Belize	Guinée, Rép. de	Papouasie-	Sierra Leone
Bénin	Guinée-Bissau	Nouvelle-Guinée	Swaziland
Botswana	Îles Salomon	Rép. centrafricaine	Tanzanie
Brunéi Darussalam	Koweït	Rép. dém. du Congo	Tchad
Burundi^p	Lesotho	Rwanda	Togo
Cameroun	Mali^p	Saint-Kitts-et-Nevis	
Congo	Maurice		

Tableau ES:2 - Exportations totales

Malaisie **Mexique^p** **Panama**

Année de mise en œuvre 1998

Tableau MA:2 - Importations soumises à contingents tarifaires et autres

Malaisie et Panama^p

Tableau MA:5 - Recours à la clause de sauvegarde spéciale

Botswana et Swaziland^p

Tableau DS:1 - Soutien interne (Membres *ayant* des engagements de réduction de la MGS totale)

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Soutien interne (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction de la MGS totale)

Angola	Djibouti	Mali ^p	Sainte-Lucie
Antigua-et-Barbuda	Dominique	Maurice	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Fidji	Mauritanie	Saint-Vincent-et-les
Bangladesh ^p	Ghana	Mozambique	Grenadines
Belize	Grenade	Niger	Sénégal
Botswana	Guinée, Rép. de	Nigéria	Sierra Leone
Brunéi Darussalam	Guinée-Bissau	Panama	Sri Lanka
Burundi ^p	Inde	Pérou	Suriname
Cameroun	Kenya	Qatar	Swaziland
Congo	Koweït	Rép. centrafricaine	Tanzanie
Côte d'Ivoire	Lesotho	Rép. dém. du Congo	Togo

Tableau ES:1 – Subventions à l'exportation (Membres *ayant* des engagements de réduction)

Panama^p

Subventions à l'exportation (Membres *n'ayant pas* d'engagements de réduction)

Angola	Côte d'Ivoire	Lesotho	République kirghize
Antigua-et-Barbuda	Djibouti	Mali ^p	Rwanda
Bahreïn	Dominique	Maurice	Saint-Kitts-et-Nevis
Belize	Fidji	Mauritanie	Saint-Vincent-et-les
Bénin	Gambie	Mozambique	Grenadines
Botswana	Grenade	Niger	Sénégal
Brunéi Darussalam	Guinée, Rép. de	Nigéria	Sierra Leone
Burkina Faso	Guinée-Bissau	Papouasie-	Sri Lanka
Burundi ^p	Îles Salomon	Nouvelle-Guinée	Swaziland
Cameroun	Kenya	Rép. centrafricaine	Tanzanie
Congo	Koweït	Rép. dém. du Congo	Tchad ^p

Tableau ES:2 – Exportations totales

Malaisie

Mexique^p

Panama

Philippines

Le symbole "p" indique qu'une notification a été reçue. Une demande ou une suggestion concernant des renseignements additionnels a été formulée par le Secrétariat en vue de compléter la notification, mais aucune suite n'y a encore été donnée.
